



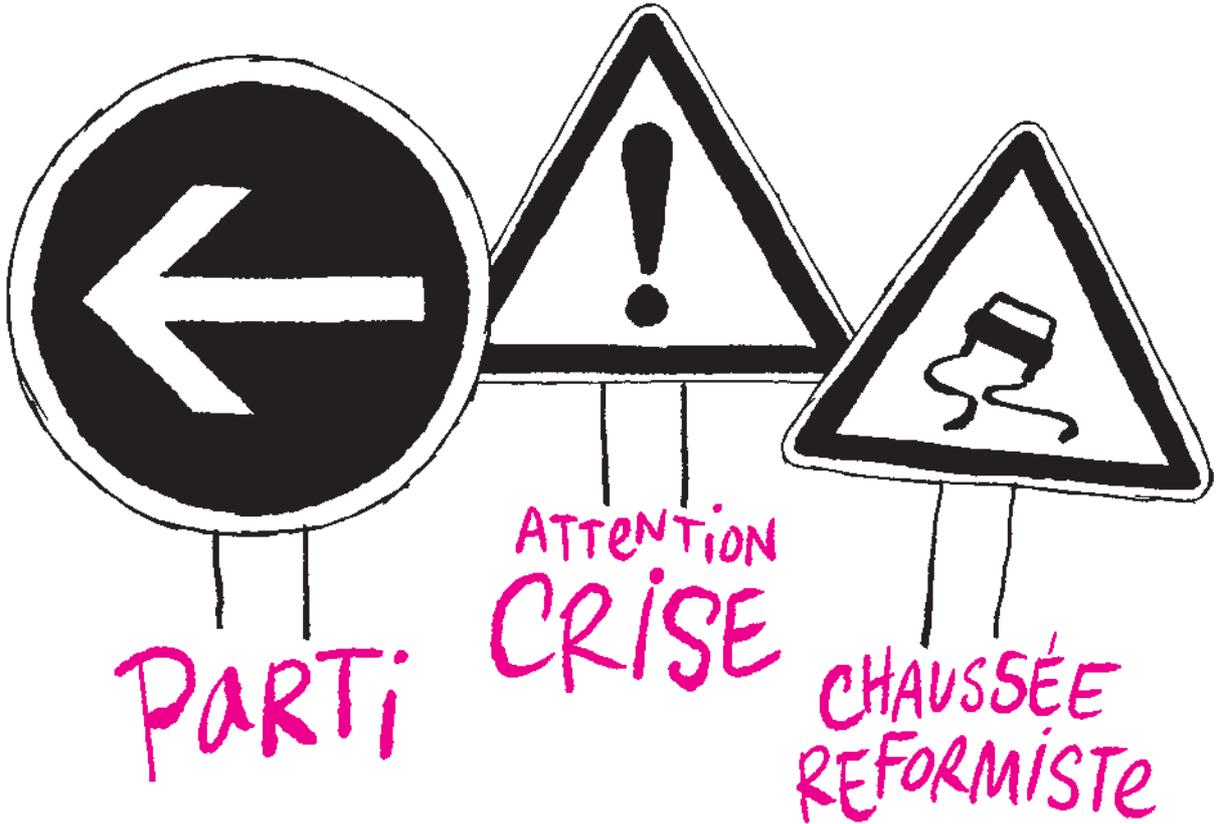
Partisan



N°224 - JANVIER 2009
1,50 EURO

INCLUS NOTRE
SUPPLÉMENT 4 PAGES :
**POUR UN PARTI
VRAIMENT
COMMUNISTE
EN AVANT!**

AUTOMOBILE VIRAGE DANS LA LUTTE DES CLASSES



POUR LE PARTI PAGE 4

RÉFÉRENCES PAGE 5

NÉPAL PAGE 6

INTERVIEW PAGE 7

**LE PLAN
D'URGENCE
DU NPA**

**C'EST QUOI
LE MAÏSME ?**

**RÉFORME
AGRAIRE
OU PAS ?**

**LA CRISE
EN AFRIQUE**

• RWANDA PAGE 6 • MALI PAGE 7 • MEETING INTERPRO PAGE 8

S'ORGANISER POUR ABATTRE LA MONTAGNE CAPITALISTE !



Il était une fois en Chine (...) un vieillard appelé Yukong (...). Sa maison donnait, au sud, sur deux grandes montagnes (...)

qui en barraient les abords. Yukong décida d'enlever, avec l'aide de ses fils, ces deux montagnes, à coups de pioche. Un autre vieillard, les voyant à l'œuvre, éclata de rire et leur dit : « Vous n'arriverez jamais, à vous seuls, à enlever ces deux montagnes ! » Yukong, inébranlable, continua de piocher jour après jour. Le Ciel en fut ému et envoya sur terre deux génies célestes qui emportèrent ces montagnes sur leurs dos. Aujourd'hui, il y a également deux grosses montagnes qui pèsent lourdement sur le peuple chinois : l'une est l'impérialisme, l'autre le féodalisme. Le parti communiste chinois a décidé depuis longtemps de les enlever. Nous devons persévérer dans notre tâche et y travailler sans relâche (...). Notre ciel à nous n'est autre que la masse du peuple chinois. Si elle se dresse toute entière pour enlever ces deux montagnes, comment ne pourrions-nous pas les aplanir ? » Mao Tse-Toung, Comment Yukong déplaça les montagnes ! (11 juin 1945)

**RÉVOLTÉS, NOUS LE SOMMES !
QUE FAISONS-NOUS DE NOS RÉVOLTES ?**

Ouvriers révoltés par les licenciements ! Enseignants et parents révoltés par les brutalités policières dans les écoles. Révoltés encore par le sacage de l'éducation frappant d'abord les enfants des travailleurs exploités. Tous révoltés par la suffisance du gouvernement, des bourgeois et du parti au pouvoir dont un député a osé proposer de déduire des revenus impossibles les moins-values boursières. Révolte, luttés de résistances, mais aussi désarroi politique, sentiment d'impuissance. Attente d'un soulèvement, d'une grève générale, d'un « grand soir »

en quelque sorte, qui viendrait balayer tout ça. Paralysé de beaucoup de camarades et de militants, de se sentir minoritaires et donc impuissants.

Ce que nous dit la fable de Yukong, c'est qu'évidemment rien ne se fera sans le soulèvement de la masse des travailleurs. Mais elle nous dit aussi qu'il ne faut pas attendre cette mobilisation pour s'attaquer à la montagne, même minoritaire. Révoltés, nous le sommes ! Que faisons-nous de nos révoltes ?

es. C'est parce que nous « piocherons » les montagnes qui pèsent sur les travailleurs, que nous appelons bourgeoisie et patrons, réformistes et illusions, défaitisme et divisions, que nous aurons une chance de donner des perspectives demain à un mouvement des exploités dont le déclenchement ne dépend pas de nous. Yukong n'a pas prié, mais a pris la pioche. Rien ne sert aujourd'hui d'en appeler sans cesse à la grève générale comme à une puissance céleste qui viendrait tout régler.

S'ORGANISER EN TANT QUE COMMUNISTES EST LA TÂCHE DE L'HEURE !

A se lamenter de nos divisions et de nos impuissances, nous ne faisons que les perpétuer. En appeler en vain à la grève générale, au mouvement du tous ensemble - nécessaires -, en invoquant leur urgence ou leur priorité sur la nécessité de construire une organisation communiste qui attaque la montagne, nous ne faisons que nous désarmer. Si les ouvriers sans-papiers avaient attendu que tous soient prêts à la lutte pour l'engager, ils n'auraient rien entrepris et gagné. Si les militants CGT qui luttent pour un syndicalisme de classe attendaient de faire masse, il n'y aurait aucun espoir de reconstitution d'un syndicalisme de classe. Les batailles qui sont perdues avec certitude sont celles qui ne sont pas entreprises.

De la rencontre entre le soulèvement des travailleurs et les communistes dépend le renversement de la bourgeoisie, ou son recul sur des points essentiels. Mais pour qu'il en soit, il faut accepter aujourd'hui d'être à contre-courant des idées dominantes parmi les travailleurs. Ne pas adapter son discours à ce que la majorité est prête à entendre, ne pas se limiter à être anti-capitalistes, ou anti-autre-chose, mais

affirmer la perspective communiste. Il ne faut pas gratter la montagne seulement là où c'est facile, à la surface. Il faut s'attaquer à ses fondements, aux illusions des travailleurs. Leur parler vrai. Ne pas dissimuler l'ampleur de la tâche. Être convaincu qu'aujourd'hui seule une minorité peut s'orienter vers une perspective révolutionnaire, non pas parce que les autres sont des imbéciles, mais parce que les conditions d'une prise de conscience plus large dans un mouvement de révolte ne sont pas réunies.

CHANGER NOS VIES ET LE MONDE, C'EST POSSIBLE !

Chômage et licenciements partout dans le monde ! Les exploités, les ouvriers, paraissent en surnombre. Les adultes en trop dans les usines, et leurs enfants en trop dans les écoles, que le gouvernement « réforme » pour qu'ils y soient éduqués à minima et en soient exclus au plus vite.

Trop d'ouvriers, alors que c'est sur notre travail d'exploités que repose la prospérité des capitalistes ! Voilà la contradiction qui est au cœur de cette crise. Le capital ne se valorise que par l'exploitation du travail des ouvriers, mais la concurrence pousse sans cesse les patrons à en réduire le nombre en élevant la productivité, mais aussi par les restructurations, à en réduire le « coût » par les délocalisations.

Si l'on ne se laisse pas étourdir par la valse des milliards, si l'on comprend que notre travail est la vraie source de la richesse de la société, que nous dit la crise ? Elle nous apprend qu'il faut de moins en moins de travail pour produire ce qui est nécessaire à la vie en société. Ce que nous dit la crise, c'est que cette productivité, qui est un progrès potentiel pour l'humanité, est au cœur des contradictions du capitalisme, qui se manifestent répétitivement en crise, et de façon permanente en chômage et exploitation accrue. Travailler tous, moins autrement, c'est possible, à condition de s'attaquer à la montagne capitaliste à la base. A condition de ne pas chercher la solution dans des réformes, dans la régulation par l'Etat, dans les contre-plans bidons, les aménagements illusoire, qui se feront sur le dos des exploités. C'est possible à condition de l'attaquer en préparant les conditions d'une prise en main par les ouvriers du pouvoir d'Etat et du pouvoir économique et social.

Pour nous, à Voie Proletarienne, combattre le fatalisme, la résignation et la passivité, c'est combattre l'illusion d'un grand soir, d'une grève générale qui tomberait du ciel. C'est commencer par là où a commencé Yukong. C'est s'attaquer à la montagne avec notre pioche, avec persévérance. C'est **travailler à l'organisation communiste des ouvriers et des travailleurs**, sans laquelle aucune grève, fût-elle générale, en pourra être un saut qualitatif durable dans la conscience et l'organisation des travailleurs **dans leur lutte contre la bourgeoisie, pour son renversement.**



NOUS SOMMES COMMUNISTES

UNE PROLETARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'avenir. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille Voie Proletarienne.

Partisan est le Journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Boulogne. Direction de publication : E. Lecœur. Commission paritaire numéro 10857. Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2009. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48 93802 Epinay/Seine cedex France

contact@vp-partisan.org

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €
UN AN SOIT 10 NUMÉROS SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €
UN AN SPECIAL DIFFUSION SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPL. SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPL. POUR NOS LECTEURS FRANCO-PHONES À L'ÉTRANGER, TARIF POUR UN AN : 30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLETARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 6 PARIS

Allocations Halte aux discriminations !

Grâce au Réseau solidaire des allocataires*, on a pu apprendre que la Halde (Haute autorité de lutte contre les discriminations) a rendu une délibération favorable aux droits des familles dont les enfants sont entrés hors regroupement familial. En effet, la CNAF refuse depuis de nombreuses années de verser des prestations familiales lorsqu'elles concernent des enfants nés à l'étranger et qui ne sont pas entrés en France de manière régulière, même si les

parents sont en situation régulière. Contrainte d'appliquer le droit aux familles qui ont fait des recours, la CNAF ne verse rien à celles n'ont pas fait de recours. L'Etat pille ainsi allègrement les familles des travailleurs migrants, quelles que soient leurs cotisations ! En France, la préférence nationale ne s'applique jamais lorsqu'il s'agit de remplir les caisses de l'Etat ou des employeurs.

Nous saluons le travail d'information et de combat mené par ce Réseau, car notre quotidien est empoisonné par

mille et une tracasseries administratives pour faire valoir nos droits. Mais regardons plus loin : ce droit est truffé d'injustices, et bénéficier de nos droits pompe notre temps et notre énergie. Pour faire appliquer ce droit, des recours contre sa violation par les administrations elles-mêmes s'imposent souvent. Comme cette famille gabonaise privée d'APL en dépit d'accords internationaux et qui vient d'obtenir justice auprès de la Cour d'Appel de Toulouse. En matière de droit social, comme dans tous les domaines de la vie, ce n'est pas du rafistolage de ce système que nous devons faire, mais bien fonder un droit différent en tout de ce droit bourgeois. *Brigitte Clément*

Adresse : et.c.roa@gmail.com : auteur du journal *Préaires en sous France* où l'on trouve le récit des initiatives de luttes collectives d'allocataires

**LE CAPITALISME VEUT NOUS FAIRE PAYER SA CRISE
RESISTANCE!
NE RESTE PAS ISOLÉ ! CONTACTE-NOUS !**

Prendre le virage

Comment sortir de la crise ? En 1985, VP publiait une brochure qui posait la question. Intitulée « L'automobile et la crise », elle est pour l'essentiel tout-à-fait d'actualité : A quoi servent les automobiles ? L'automobile et la division internationale du travail, Richesse et contenu des luttes ouvrières... En serons-nous encore dans 25 ans avec les mêmes luttes, avec une crise de l'automobile et une crise du capitalisme ? Il faut en finir avec ce système-catastrophe. Résister. Mais aussi s'organiser politiquement, pour le communisme.

QUELLE RIPOSTE ?

Extraits du dernier chapitre de notre brochure de 1985, « L'automobile et la crise » (4 euros à notre boîte postale) : Comment sortir de la crise ?

LES PALLIATIFS DE LA BOURGEOISIE. La bourgeoisie avait d'abord recouru aux méthodes douces : « contrats solidarité » et retraites FNE. Mais ces mesures sont limitées. Elle dépendent de l'âge moyen des travailleurs. Les premières luttes importantes contre les licenciements ont eu lieu avec la restructuration du groupe PSA. Fin 1985, 2900 licenciements étaient décidés à Talbot-Poissy. Face à la résistance des travailleurs, le gouvernement, qui a d'abord approuvé le plan, transige sur 1000 licenciements en moins, et un volet social reposant sur une formation pendant quelques mois. Le gouvernement reprend au bond la revendication d'une aide au retour, réclamée par quelques travailleurs immigrés. Ralite, qui est ministre PC du Travail, donne son aval à ces mesures. Krasucki, qui affirmait avant « Il n'y aura aucun licenciement », et Sainjon, qui doutait « Serait-il possible que la Gauche fasse comme la Droite ? », acceptent la solution proposée par le gouvernement, avec l'argument « Mieux vaut 2000 que 15000 ».

Cette gestion sociale des licenciements, assortie d'une formation bidon, et d'une aide au retour, a été reprise à l'automne par la direction de la Régie Renault. C'est le projet des CFR, Contrat Formation Reclassement...

LES PALLIATIFS DES RÉFORMISTES. Avec l'approfondissement de la crise, le PC et la CGT poussent toujours plus loin leur activité de conseillers en matière de gestion. Ils proposent une gestion « pour une autre stratégie de compétitivité, de recherche, de croissance de la production ». Ils reprochent aux patrons de ne pas « rechercher l'efficacité de l'emploi et des dépenses d'investissements en machines, équipements automatisés ». « Il faut donc », écrit A. Halbeher dans « Economie et Politique », « à partir de leurs propres arguments et de leurs indicateurs, élever le débat et les acculer par des propositions encore plus argumentées pour inverser la stratégie de compétitivité ». Voilà qui est clair. Les luttes ne sont plus que des actions publicitaires, menées pour faire valoir les « arguments décisifs » élaborés par les experts du syndicat. Une telle politique ne peut qu'affaiblir les travailleurs. Si l'on pense avec le PCF que l'on peut, par toutes sortes d'artifices, concilier les intérêts de l'entreprise et ceux des ouvriers, et qu'il faut défendre le Chevron ou un autre symbole, pourquoi lutterait-on résolument contre cette même entreprise en la paralysant par la grève ?

QUE FAIRE ? En janvier 1984, les ouvriers de Talbot Poissy apposaient au plan de licenciements proposé par la Direction : ● zéro licenciement ; ● 55 h sans perte de salaire ; Cette plate-forme revendicative correspond aux exigences de notre lutte. Il faut lui ajouter un salaire pour les chômeurs.

Regardons les autres revendications possibles : d'une part, il y a toutes les versions possibles du « produisons français », du rapatriement des productions sous-traitées, que propage le PC. Ce sont des mots d'ordre qui divisent les travailleurs.

● lutter d'emblée pour un plan social limitant les dégâts : pré-retraites, formations-reconversions, mutations ? Quel qu'en soit le nom, il s'agit là de suppressions de postes de travail. Ces licenciements déguisés contribuent donc à l'augmentation du chômage. De plus, ils s'accompagnent nécessairement d'une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent, de plus en plus soumis à une mobilité imposée, à une préoccupation de leur travail ; ● La réduction de temps de travail est la seule revendication satisfaisante. Ce n'est pas une revendication miracle. Mais c'est la seule qui, une fois obtenue, peut avoir un effet sur l'emploi, même s'il est passager.

D'ACCORD IL FAUT LUTTER, MAIS EST-CE SUFFISANT ? Il est absurde de vouloir améliorer durablement notre situation en restant

dans une économie guidée par le profit, la concurrence et l'exploitation. Il faut donc lutter immédiatement pour une autre société. Aujourd'hui des gens meurent de froid alors que l'énergie est gaspillée. Des hommes meurent de faim alors que l'Europe ne sait plus que faire de ses surplus laitiers. Pour que les possibilités de la société soient mises en oeuvre pour le bien de tous, il faut que ce soient les ouvriers qui la dirigent, et pour cela il faut prendre le pouvoir. C'est là une condition, mais elle n'est pas suffisante. Si ces mêmes ouvriers se plient à la loi du profit et de la concurrence, les résultats seront les mêmes. Nous en faisons actuellement l'expérience avec la Gauche au pouvoir. Une fois suffit.

Rompre avec le profit, avec la concurrence, impose de produire selon d'autres intérêts, d'autres besoins. Décider que produire, pour quoi échanger, avec qui. Il faut produire collectivement une autre Vie, un autre avenir. Et pour cela, il faut que nous nous emparions du savoir, qui est le privilège de ceux qui nous dirigent. Il faut lutter contre division du travail qui fait des ouvriers des exécutants.

Aucun d'entre nous ne peut y voir clair, en tirant des enseignements de ces combats, ni résister durablement contre la bourgeoisie, en restant isolé. Pour y voir plus clair dans la lutte pour la transformation de la société et dans nos combats actuels, il faut une organisation révolutionnaire.

LA CRISE DE 2008

UNE CRISE AMÉRICAINE. La crise de l'automobile est mondiale, mais d'abord américaine et européenne. Les trois zones impérialistes dominantes, USA, Europe, Asie-Japon, s'interpénètrent de plus en plus. Les asiatiques, en particulier, se sont implantés dans les Etats du sud des USA, là où les syndicats sont peu présents. Mais le marché américain était composé à 50% de 4x4, considérés comme véhicules utilitaires et échappant à la législation des voitures particulières. La crise est d'abord celle des « big three », les trois grandes : Ford, Chrysler, General Motors.

UNE CRISE DES CLASSES MOYENNES. En France, un peu plus de la moitié seulement des ventes de voitures neuves vont aux particuliers. Le reste, près de 50%, est vendu aux entreprises et aux sociétés de location. Et les particuliers, ce sont les « couches moyennes ». Très peu d'ouvriers achètent des voitures neuves. Le marché de l'occasion est 4 fois plus important que le marché du neuf. Les tendances récentes du marché du neuf, c'est l'augmentation du bas de gamme (les petits modè-

les), du haut de gamme (les modèles de prestige), et la baisse de la gamme moyenne (type Laguna, etc). C'est le reflet de développement des inégalités, et du fait que la crise atteigne les couches moyennes.

UNE CRISE OCCIDENTALE. Le développement inégal de l'impérialisme opère un rééquilibrage à l'Est : vers l'Est européen et vers l'Asie. Les équipementiers aussi ont délocalisé. En Europe, les bas de gamme (les petits modèles) sont, en gros, fabriqués à l'Est. La surcapacité à l'Ouest est actuellement d'environ 20% : c'est une usine sur cinq, dans chacun des deux groupes français, Renault et PSA...

UNE CRISE DE L'ESPACE URBAIN. Toute la ville a été remodelée en fonction de la voiture individuelle et du pétrole bon marché : distance logement-travail, hypermarché pour les courses, autoroutes pour les marchandises... Mais la tendance s'inverse. Ce qui se développe, ce sont les vélos, et les achats par internet ! La classe ouvrière doit tout remettre en cause : le travail à la chaîne, bien sûr, mais aussi la politique des transports, la différence ville-campagne !

LE SALON, OPEL, LE CITA

Toute une gamme de modèles !

LE SALON. « Renault, PSA, Ford, Toyota, Valéo, Faurécia, Michelin, Goodyear, Autoliv... : nous sommes aujourd'hui tous conscients, dans nos usines, nos ateliers, nos services, que nous ne gagnerons pas boîte par boîte ou secteur par secteur » (tract CGT de Renault-Cléon). La manif du 10 octobre au dernier Salon de l'Auto est encore dans nos têtes (et sur notre blog).

« Nous ne gagnerons pas secteur par secteur » : oui, et pas le secteur automobile tout seul non plus !

« Imposons-leur la mutualisation des profits » : non, les profits, nous luttons contre, en luttant pour nos salaires et nos emplois, et pour le communisme.

« Indemnisation à 100% du chômage partiel » : oui, c'est le problème actuellement, mais il y a déjà des effets pervers, voir l'intervention du camarade de Cléon au meeting du 29 novembre (page 8).

OPEL, DACIA... L'évolution « naturelle » de l'industrie automobile est un déplacement de l'assemblage de l'Europe de l'Ouest vers l'Europe de l'Est : c'est ce qu'affirmait un rapport de la Commission Européenne en octobre 2007. Autrement dit, une disparition de la production automobile à l'Ouest ! Et la Commission conseille aux syndicats de l'Ouest de se concentrer sur la défense des pôles de R&D (recherche et développement). Ils n'en sont pas encore là...

A ce réalisme capitaliste, opposons deux

« modèles » : Opel et Dacia. Les travailleurs d'Opel-Bochum et d'autres usines ont fait grève en solidarité avec ceux de Belgique et du Portugal menacés. Revendication : répartir les baisses de production entre tous les sites avec réduction du temps de travail. Et ça a payé, plus pour les Belges d'ailleurs que pour les Portugais (d'Ajambura). Quant à Renault-Dacia Roumanie : ils ont obtenu 25,8% d'augmentation, avec un bon mouvement de solidarité en France. Ajoutons Ford-St-Petersbourg : la mobilisation et l'organisation se développent à l'Est, en même temps que la solidarité internationale.

LE CITA. Ce Conseil International des Travailleurs de l'Automobile a lieu tous les deux ans. En 2007, à Stuttgart, il y avait 600 participants, représentant 44 pays. Du 15 au 18 octobre 2009, ce sera le 6e CITA, à Havovre. C'est un forum indépendant et auto-organisé pour échanger les expériences de lutte et de réflexion des ouvriers et employés de l'automobile et des sous-traitants. Qu'ils soient actifs au niveau syndical ou politique, ou simplement intéressés par une telle rencontre.

Prévoyons d'y envoyer des délégations. Inscrivons-nous pour avoir toutes les informations. Pour contacter le Comité de préparation : ouvalacgt.over-blog.com !

Carte postale en vente 1 euro à commander à notre boîte postale

SALARIÉS JETABLES
C'EST RENTABLE



La réunion commence par une explication de la crise. Les crédits sont transformés en titres, le tout mélangé à des placements, l'économie contaminée par des produits douteux. La méfiance entre bourgeoisies s'installe. La Bourse est en chute libre, le modèle est en crise. Mais faut-il s'en réjouir? En voyant le résultat de la crise, expulsions de logements, licenciements, le NPA pense que non. Les cadeaux sont pour les gros industriels que l'Etat défend, et pour les salariés, c'est le « réalisme » avec la retraite à 70 ans, la privatisation de La Poste. Le NPA pense que cet argent aurait pu servir à autre chose. La crise financière touche tout le système, ce qui permet de prendre conscience. L'Etat régule mais en même temps supprime des fonctionnaires. Sarko dans ses trois discours sur la crise, prétend sauver les banques, les entreprises, et garder l'emploi. Alors quelles solutions, pour le NPA?

Le NPA présente ses mesures d'urgence dont la rénationalisation des banques dans une banque nationalisée, le contrôle, un service public européen, le CDI pour tous, l'interdiction des licenciements. Pour cela, il faut rompre avec le système actuel. Mais

rompre avec ce système, est-ce vouloir en changer?

DES CAMARADES DE VOIE PROLÉTARIENNE ET DES INTERVENANTS ONT POSÉ UN CERTAIN NOMBRE DE CRITIQUES : COMMENT CONTRÔLER LA BANQUE UNIQUE NATIONALISÉE? Pour un membre du NPA, il faut faire comme l'UFC Que Choisir, utiliser des gens compétents. Cela signifie qu'il faut faire appel à des experts qui contrôleront pour nous.

On est loin du contrôle ouvrier. Par exemple, le contrôle des travailleurs est confondu avec les nationalisations, comme s'il suffisait de nationaliser pour que les travailleurs dirigent. On a vu des nationalisations en 1981, et pourtant les travailleurs n'ont jamais eu prise sur les décisions.

QUELLE POSITION DU NPA PAR RAPPORT AUX DIRECTIONS SYNDICALES ? Alors qu'elles

collaborent dans le cadre du capitalisme, la critique principale est qu'elles refusent de fédérer les luttes. L'affiche du NPA dans la salle dit que « Le capitalisme a fait faillite », hors comme le dit un camarade, au contraire le capitalisme avance encore, il va nous faire payer sa crise, et il ne sera pas facile de prendre le contrôle de leur système, sinon on ira vers une confrontation violente comme au Chili en 1973. Il est répondu par le NPA, que ce n'est pas à l'ordre du jour, et que le NPA veut se fondre avec une autre histoire, les libertaires, la LCR...

A UNE QUESTION SUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT (DDP), il est dit que la formule est chargée du sens du goulag stalinien, et que ça nécessite une explication trop longue, donc il vaut mieux parler d'autres notions comme socialisme démocratique*. Pourtant tous les mots sont connus, capitalisme, socialisme, libéralisme, et le fait de ne pas parler de DDP est politique. Pour le NPA, il faut être humbles et, cela a été dit plusieurs fois, le socialisme est à réinventer avec d'autres, et il faut s'appuyer sur les mesures d'urgence.

COMMENT S'APPROPRIER LES MOYENS DE PRODUCTION ET COMMENT LES EXPROPRIER ?

POURQUOI NATIONALISER LES BANQUES ET NE PAS S'APPROPRIER LA PRODUCTION ? On n'a pas de réponse. C'est que le NPA ne se porte pas en rupture avec le capitalisme contrairement à ce qu'il dit. Pour VP, réinventer le socialisme avec d'autres, pourquoi pas, mais on se pose les questions de savoir avec qui et sur la base de quels acquis ?

Le NPA se met au diapason du niveau de conscience spontané de la petite bourgeoisie liée à l'appareil d'Etat, conscience qu'il ne cherche pas à élever. Cela influence aussi des ouvriers combattifs. Mais si la ligne politique n'est pas résolument tournée vers la suppression des rapports de production capitalistes, le rôle de la classe ouvrière ne peut être que réduit, sinon nul. A Voie Prolétarienne, nous ne voulons pas seulement créer un front des luttes, ni édulcorer le but à atteindre : le communisme, au moyen de la DDP. Alors là, il y a un vrai choix entre deux visions du socialisme, et sur le chemin à prendre.

Valentin

*** Nous pensons que la société ne peut passer du capitalisme qu'au socialisme. La démocratie ne représente pas un régime économique, soit elle est bourgeoise, soit elle est prolétarienne. A moins de laisser penser comme le NPA que l'Etat dit démocratique serait un arbitre neutre au dessus des classes, en s'illusionnant sur le fait que l'Etat exerce aussi des fonctions administratives, culturelles. Souvenons-nous, l'appareil d'Etat n'est pas neutre: il est au service d'une classe contre une autre.**

Dans tous les textes et réunions du NPA, nous est vanté le plan d'urgence comme solution à tous les problèmes. Par exemple, les propositions du texte d'orientation pour le congrès résument bien cette position: « Il est temps de mettre fin à la mainmise de la bourgeoisie sur le capital industriel et commercial de la planète. Dans l'immédiat, il nous faut mettre en avant un plan de mesures d'urgence sociale (...) qui porte l'exigence de prendre sur les profits accumulés pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population..., qui polarise l'idée du contrôle de la population sur l'économie... »

LE PLAN D'URGENCE DU NPA ET NOS POSITIONS

RÉFLÉCHISSONS. Prendre sur les profits accumulés ne peut être que s'appropriation des biens (du travail mort*), afin de les utiliser au bénéfice de tous, en mettant leur valeur d'usage au service de la population. Ces profits ne seront pas ou plus convertibles en monnaie, puisque le marché de ces biens n'existe que pour la bourgeoisie. Par exemple, on peut exproprier les usines, les piscines, les tableaux de la bourgeoisie, mais les reconverter en argent destiné à un autre usage supposerait de les revendre... à la bourgeoisie.

Même chose pour la spéculation financière sur les Bourses. Les actions sont des titres de propriété sur les entreprises (sur leurs actifs: matériel, machines, entre autres...). S'il y a expropriation sans indemnité des usines par les travailleurs, il y aura en conséquence destruction de ces titres de propriété privée dont les actions sont le signe (impossible de les réaliser en argent).

NOTRE POSITION. Il n'est pas possible de modifier fondamentalement la répartition de la richesse sans modifier la façon de la produire, car c'est dans cette production que se décide la répartition. Si l'on veut modifier immédiatement les parts du capital et du travail dans la richesse sociale, il faut, non répartir un stock, mais lutter pour imposer des salaires plus élevés, contre le profit à créer.

Fondamentalement répartir la richesse sociale (le sur-travail), c'est contrôler la production dès son origine, c'est-à-dire avant même que la richesse ne soit créée. Il faut décider pour quels besoins



produire, pour qui, comment produire, comment répartir la richesse créée entre les actifs et les inactifs non parasitaires: enfants, retraités, malades. Quelles répartitions entre les différentes catégories de travailleurs, quelle hiérarchie des revenus, entre ce qui sera pour l'accumulation et la prévoyance et ce qui sera pour la consommation immédiate.

Cela suppose, non un contrôle de la population (de quelles classes?), mais un pouvoir des travailleurs sur la production elle-même, pas seulement des salariés en général, mais des ouvriers. Pour

que les ouvriers puissent exercer ce pouvoir, il faut qu'ils aient le pouvoir d'Etat, et le pouvoir de mettre en œuvre les forces de production. Or, ce second pouvoir est aujourd'hui la propriété des cadres, et ne disparaîtra pas avec la prise du pouvoir politique. Les ouvriers ne peuvent se l'approprier qu'en luttant contre la division sociale du travail, donc contre le pouvoir économique des cadres.

L'URGENCE POUR NOUS. Pour nous, l'urgence est à deux niveaux, sociale et politique. Nous proposons par exemple :

Non aux restructurations qui se multiplient : un emploi pour tous ! Pas d'expulsion des logements, annulation des dettes des chômeurs et des smicards !

Pour tous nos besoins, logement, nourriture, santé, loisirs, etc : augmentation immédiate de 300 euros pour tous, et pas de salaire net inférieur à 1600 euros.

Et éducation, médecine, transports en commun gratuits pour tous !

Mais même pour ces revendications, nous devons nous préparer à prendre le pouvoir d'Etat, afin de changer cette société. Nous n'avons pas le choix, car le capitalisme va chercher à nous faire payer sa crise, et les fausses bonnes solutions, réformisme, nationalisme, vont reprendre du poil de la bête.

Si tu veux que ça change, que les travailleurs aient leur mot à dire, contacte-nous, rejoins-nous afin de créer le parti qui sera seul à même de changer ce système. Il nous faut un vrai parti communiste internationaliste. Ce plan est vaste, ambitieux, il faut s'y mettre collectivement !

Gilles Fabre
et le comité de rédaction

* Travail mort: celui des machines, en opposition au travail vivant : celui des humains. Marx écrivait (dans Le Capital) : «Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant...»

MEETING INTERPRO DU 29 NOVEMBRE* QUELQUES POINTS DE PLATE-FORME DÉGAGÉS

POUR LES SANS-PAPIERS : régularisation de tous, carte de 10 ans, fermeture des CRA, égalité des droits. **POUR L'EMPLOI :** non aux licenciements et aux suppressions de postes, non aux délocalisations, non aux plans de restructuration, indemnisation du chômage partiel à 100%, refus du compteur négatif, réintégration de la sous-traitance [note de Partisan : production et personnel], embauche des intérimaires et non-titulaires ; attention aux formations-reclassement anti-chambre du chômage ; organisation de manifestations interpro comme à Bordeaux. **POUR LES SALAIRES :** 500 euros pour tous, pour nos besoins, pas pour la relance économique. **POUR LES RETRAITES :** maintien des 55 ans pour les travaux pénibles, retraite pour tous à 60 ans, (libre choix jusqu'à 70 : arnaque !). **POUR LES CHÔMEURS :** (pas de prise de parole, revendication à intégrer).

*Voir compte-rendu page 8

ATTENTION

Les 4 pages qui suivent sont à l'envers, pour des raisons techniques. Il s'agit en effet du supplément sur le parti.

A vous de le remettre dans le bon sens

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

PAS POUR PARTAGER LES RICHESSES



des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

POUR LA LUTTE DES CLASSES



des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

DE LA CLASSE OUVRIERE



des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

des travailleurs le point de vue de son...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...
L'Etat, nous sommes responsables des...

NOUS SOMES COMMUNISTES
THE COMMUNIST PARTY OF CANADA
1000 UNIVERSITY AVENUE, TORONTO, ONT. M5G 1K7

NOUS SOMES COMMUNISTES
THE COMMUNIST PARTY OF CANADA
1000 UNIVERSITY AVENUE, TORONTO, ONT. M5G 1K7

NOUS SOMES COMMUNISTES
THE COMMUNIST PARTY OF CANADA
1000 UNIVERSITY AVENUE, TORONTO, ONT. M5G 1K7

NOUS SOMES COMMUNISTES
THE COMMUNIST PARTY OF CANADA
1000 UNIVERSITY AVENUE, TORONTO, ONT. M5G 1K7

NOUS SOMES COMMUNISTES
THE COMMUNIST PARTY OF CANADA
1000 UNIVERSITY AVENUE, TORONTO, ONT. M5G 1K7





POUR UN PARTI VRAIMENT COMMUNISTE EN AVANT ! ORGANISONS- NOUS !

CONTRE LA CRISE
LE CHÔMAGE

LA MISÈRE

LE CHAUVINISME

POUR CONSTRUIRE

NOTRE AVENIR



JANVIER 2009

SUPPLÉMENT DU N°224

sement de l'Etat bourgeois, et de la suppres-

sion des classes.

Cette lutte politique et cette construction du

nouveau parti sont **des combats d'aujourd-**

hui. Et chacun d'entre nous doit y prendre

part. Tout ce que nous faisons, à VF-Paris, au

part, but la construction de ce parti, de

manière systématique, « tous ensemble »,

avec un plan de travail, de la modeste et de la

ténacité : militer dans les syndicats, dans les

entreprises, étudier, nous former, faire de la

propagande (distribuer ce tract !), faire vivre

des cercles ouvriers partout où nous sommes,

rendre le journal *Partisan*, etc.

Les années qui viennent s'annoncent

dures et mouvementées. La comparaison

est faite avec les conséquences de la crise de

1929. Celle-ci n'a pas apporté que chômage

massif et guerre mondiale. Elle a aussi mené

en France à la grève générale de 1936 et à

la révolution !

Transmutation nationale de 1944. Seulement,

le PC de l'époque s'était déjà bien éloigné de

la révolution !

l'important à faire !

marxiste-léniniste. C'est ce qu'il y a de plus

des maintenant sur la base du communisme

« **Organisons-nous et militons ensemble**

»

calisée et une politique vraiment révolution-

nous n'en faisons pas partie, même si nous

trouvons extrêmement positif **de poser**

enfin concrètement la question d'un

nouveau parti pour les exploités. Parce

que c'est ça, l'urgence du moment.

Il faut rejeter **la stratégie politique de**

« gauches » qui est celle du PCF depuis des

dizaines d'années : prendre le pouvoir pacifi-

quement, par les élections, s'allier sur la

petite-bourgeoise pour faire une majorité,

croire que l'on peut mettre l'Etat (quartier

général de nos ennemis, du gouvernement

à lement gérer le capitalisme, un capitalisme à

visage humain, débarrassé de ses excès les

plus voyants, mais toujours fondé sur l'exploit-

Renouons avec la politique ouvrière et com-

munisme révolutionnaire de Marx, Lénine et

Mao, avec une politique qui rassemblera tous

les travailleurs, ouvriers et non-ouvriers, em-

ployés, intellectuels, pauvres, précaires. Le

parti porteur de cette politique ouvrière don-

nera l'orientation de classe à la résistance

syndicale, organisera l'unité internationale

contre l'impérialisme et préparera le renver-

du pouvoir d'achat, attaques contre les

retravaux, etc. C'était déjà très clair ! Le PS

aujourd'hui ne propose plus grand-chose

plus présentable... Le PC, après ses 1,93%

aux présidentielles, est heureux d'avoir

sauf son groupe parlementaire et ses

municipalités, et n'a pas d'autre stratégie que

de s'allier encore avec le PS.

Même déconfiture au niveau syndical : les

négociations au sommet de toutes les

« réformes », la participation à tous les

Grèves, et quelques journées d'action

bidon de temps en temps. Oui, on a vraiment

besoin de nouvelles directions de lutte, d'un

ludonnaire !

Dans ce contexte, **on comprend le succès**

du **NPA** - nouveau parti anti-capitaliste - de

« Grève générale » dans les

« Grève générale » pour faire

prendre la place de la « gauche » pour faire

la même chose, ou tenir compte du fascio

pour faire différemment ? Le NPA nous sem-

ble naviguer entre les deux, entre une poli-

tique de gauche traditionnelle un peu radi-

a **crise** immobilière amè-

en crise générale du capi-

talisme mondial. Les éco-

nomistes, qui ne prévoient

jamais rien, sont d'accord pour dire qu'elle

va durer, au minimum 2 ans, peut-être

beaucoup plus. Les conséquences se font

déjà sentir dans l'intérim, l'automobile... Les

plans de licenciements vont pleuvoir, le pou-

voir d'achat va plonger, le chômage et les

impôts vont augmenter ! Et il y a deux mois

encore, tout allait bien !

« Mais avant la crise des « subprimes », on en

prenait déjà plein la tête. C'était le roulean

compresseur des « réformes » tous azimuts.

Attaques contre le droit à la santé, l'éduca-

tion nationale, les retravaux, dégradation des

conditions de travail et du pouvoir d'achat,

chasse aux sans-papiers, durcissement de la

partie ouvrière !

« **Les partis dits de « gauche** », n'en par-

lons pas ! Nous les a vu à l'oeuvre entre 1981

et 2002. Chômage massif, privatisations en

série, développement des inégalités, blocage

Partisan sur le net : www.vp-partisan.org
contact@vp-partisan.org
Voie Proletarienne · BP 48 · 93802 Epinay-sur-Seine cedex

Pourtant, nous ne rejoindrons pas le NPA, nous ne rejoindrons pas ses rangs. Car le NPA n'est pas un parti ouvrier, mais le parti du prolétariat. Il n'est pas le parti des luttes et des élections, mais le parti révolutionnaire. Ce n'est pas comme cela qu'on avance. On ne fait qu'ajouter de la confusion à la confusion. Nous voulons construire un vrai parti communiste, c'est une question d'actualité. Nous traversons les contours de sa construction, nous avons réellement besoin !

Pourquoi nous ne rejoindrons pas le NPA...
Le NPA représente aujourd'hui une proposition nouvelle d'un nouveau parti, et cela a un côté positif. Enfin, on ne parle pas seulement des luttes, mais de la nécessité d'un quartier général pour les exploités, ça faisait longtemps qu'on n'en entendait plus vraiment parler.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie », disait Marx. Et bien, c'est toujours notre devise !

UN PARTI INTERNATIONALISTE
Le capitalisme est international, mondialisé. La lutte des travailleurs doit aussi l'être. Mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement. Être internationaliste, c'est :

Construire un parti communiste, c'est organiser les travailleurs exploités, et d'abord les ouvriers, parce que la classe ouvrière est la classe qui concentre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, elle est au cœur de toute la société. Sa libération exige donc le bouleversement de la société.

Construire un parti communiste, c'est organiser les travailleurs exploités, et d'abord les ouvriers, parce que la classe ouvrière est la classe qui concentre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, elle est au cœur de toute la société. Sa libération exige donc le bouleversement de la société.

Construire un parti communiste, c'est organiser les travailleurs exploités, et d'abord les ouvriers, parce que la classe ouvrière est la classe qui concentre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, elle est au cœur de toute la société. Sa libération exige donc le bouleversement de la société.

UN PARTI COMMUNISTE DE TYPE NOUVEAU

Libérer contre notre parti impérialiste...
Lutter contre notre impérialisme, c'est opposer à la fermeture des frontières, et affirmer le droit à la libre circulation et à la libre installation pour les travailleurs exploités (les capitalistes le font bien pour les capitaux).

Lutter contre notre parti impérialiste...
Lutter contre notre impérialisme, c'est opposer à la fermeture des frontières, et affirmer le droit à la libre circulation et à la libre installation pour les travailleurs exploités (les capitalistes le font bien pour les capitaux).

UN PARTI INTERNATIONALISTE

Construire un parti communiste, c'est organiser les travailleurs exploités, et d'abord les ouvriers, parce que la classe ouvrière est la classe qui concentre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, elle est au cœur de toute la société. Sa libération exige donc le bouleversement de la société.

Construire un parti communiste, c'est organiser les travailleurs exploités, et d'abord les ouvriers, parce que la classe ouvrière est la classe qui concentre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, elle est au cœur de toute la société. Sa libération exige donc le bouleversement de la société.

UN PARTI COMMUNISTE DE TYPE NOUVEAU

Construire un parti communiste, c'est organiser les travailleurs exploités, et d'abord les ouvriers, parce que la classe ouvrière est la classe qui concentre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, elle est au cœur de toute la société. Sa libération exige donc le bouleversement de la société.



Nous sommes maoïstes !

Au stage VP-Partisan de l'été 2008, une demi-journée était consacrée à la question «C'est quoi, le maoïsme ?». Le comité de rédaction a demandé aux camarades qui avaient préparé ces débats de répondre à la question. Le maoïsme, c'est...

La révolution chinoise demeure pour beaucoup une grande inconnue dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Au mieux on n'en sait pas grand-chose, au pire elle est caricaturée par la bourgeoisie comme une lutte de clans, ou par les trotskystes, comme une «déviation» farfelue du marxisme. Pourtant, nous nous en réclamons et considérons cette expérience (qui a duré plus de vingt ans) comme riche d'acquis politiques et théoriques pour lutter aujourd'hui. Ces acquis sont pour nous l'état le plus avancé de la théorie marxiste. Dans le monde c'est bien le maoïsme qui guide aujourd'hui les processus révolutionnaires, comme au Népal, par exemple.

LA RÉVOLUTION CHINOISE DÉBUTE EN 1949, AVEC LA PRISE DU POUVOIR par le Parti communiste chinois après la guerre anti-impérialiste contre le Japon et le Kuomintang (parti des réactionnaires lié aux propriétaires fonciers). La Chine est un pays largement dominé par le féodalisme, et souffrant de famines. Les communistes lancent une réforme agraire, développent des communes populaires et l'industrialisation. Leur autre grande préoc-

cupation est l'éducation populaire et politique des masses. Leur politique se base sur la mobilisation des masses à travers de grandes campagnes, c'est un premier aspect qui nous intéresse. Il y a là les prémises d'une critique constructive de la révolution russe. En effet, ce n'est pas le parti qui fait la révolution, mais les masses ; sans elles, pas d'avancée vers le communisme. C'est donc par leur mobilisation, leur éducation, et dans la vitalité du mouvement de masse (communes populaires, conseils d'usines, etc.) que réside la source du pouvoir révolutionnaire.

CONFRONTÉS AUX DIFFICULTÉS CONCRÈTES DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME, UN PREMIER BILAN S'IMPOSE : le mouvement révolutionnaire s'essouffle et la collectivisation révèle des erreurs. Comme en URSS, une nouvelle bourgeoisie se reconstitue dans le parti, sur la base d'inégalités entre dirigeants et dirigés, et à cause de la fusion du parti et de l'Etat. Les communistes chinois comprennent alors des choses essentielles sur la nature du socialisme et critiquent la conception de Staline. Cela aboutit à une rupture (dite sino-soviétique) en 1964, scission qui traverse toujours le mouvement communiste international.

Ce que théorisent les maoïstes chinois

c'est qu'il faut mettre la politique (le projet communiste) au poste de commande et non l'économie. Il ne suffit pas de développer la production, pour faire changer les rapports de production. Dans une société incomplètement transformée, l'économie repose toujours sur les inégalités antérieures, il faut donc lutter continuellement. C'est l'évolution de ces rapports qui permet de juger si la révolution avance vers le communisme.

Cette ligne n'est pas alors partagée par tous, notamment par les cadres du parti qui se sont octroyés des privilèges et sont favorables au salaire au rendement, à la propriété individuelle, etc. Ces luttes politiques sont le reflet, dans le parti, de la lutte de classe qui continue dans la société.

LES COMMUNISTES AUTOUR DE MAO VONT TENTER DE CONTRECARRER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE LIGNE DE RESTAURATION DU CAPITALISME ET D'UNE BUREAUCRATISATION. Pour cela ils vont lancer en 1966, une grande campagne de mobilisation des masses, la Grande révolution culturelle prolétarienne.

La révolution culturelle est une nouvelle révolution mais dans les conditions du socialisme, dont l'issue est de savoir qui va diriger la société demain, les communistes ou les capitalistes.

Il s'agit d'implanter plus largement les idées révolutionnaires dans la vie sociale, et de destituer les responsables pourris, jusqu'aux plus hauts niveaux du parti et de l'Etat. D'où un des slogans de Mao, «feu sur le quartier général». Il s'agit d'une critique large des directions, de la réforme de l'éducation, de la politisation de la jeunesse (gardes rouges), et d'une direction plus collective des usines par les ouvriers (où les soviétiques mettaient en avant la compétence des cadres et des experts). Les masses ont été encouragées à s'organiser, à s'exprimer (sous forme de journaux muraux, les dazibaos).

La révolution culturelle dure trois ans (66-69) avec une intense mobilisation des jeunes puis des ouvriers, et une politisation. Les épisodes en sont complexes, des affrontements violents ont lieu. Ceux qui sont visés, les révisionnistes, ont tout fait pour la saboter...

Elle n'aura permis de ressourcer la dictature du prolétariat que partiellement, et dès la mort de Mao en 1976 d'anciens dirigeants destitués, comme Deng Xiaoping, reviennent au pouvoir et répriment dans le sang les maoïstes.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE A UNE PORTÉE UNIVERSELLE. Les problèmes qu'elle a résolus ne sont pas propres à la Chine, mais sont ceux du mouvement ouvrier contemporain. Elle montre que l'échec des révolutions et la restauration d'un pouvoir bourgeois ne sont pas des fatalités. Elle nous indique des tâches dès aujourd'hui dans la façon même de construire le parti et dans la nécessaire compréhension des expériences passées.

Des militants VP

QUELQUES OUTILS POLITIQUES DU MAOÏSME

Le maoïsme, c'est mettre la politique au poste de commande : c'est l'objectif à long terme, le communisme qui doit guider la politique d'aujourd'hui dans tous ces aspects. Par exemple, pour que le prolétariat puisse abattre l'exploitation dans tous ces fondements, il doit construire un parti sur la base de ses intérêts (qui sont ceux des plus exploités, donc de l'humanité toute entière) et diriger ce parti.

Le maoïsme, c'est aussi faire de la politique autrement. C'est appliquer la ligne de masse, c'est-à-dire s'appuyer sur les idées justes au sein du prolétariat pour les amener vers un niveau de conscience plus haut, en combattant les idées fausses (comme le chauvinisme, le sexisme, les illusions réformistes, etc.) ; c'est apprendre des exploités et des luttes et être modestes. Il n'y a pas d'organisation ni de dirigeants

qui sachent tout et ne se trompent jamais ! C'est pourquoi il est important de faire des bilans de la politique que l'on mène, savoir s'autocritiquer pour rectifier les erreurs et avancer.

De même, il est indispensable de se former, de débattre, car cela permet de s'orienter par soi-même dans la lutte des classes et, dès maintenant, de s'atteler à réduire les inégalités entre dirigeants et dirigés, en premier lieu dans le parti que nous voulons construire.

Il est bien difficile de résumer autant de richesse, et ces idées passent parfois pour des formules toutes faites, car elles ne peuvent se comprendre réellement que dans une pratique politique.

Alors, si vous voulez en savoir plus, au lieu de lire le petit livre rouge, venez en discuter avec nous !

Népal

Il n'y pas beaucoup de pays au monde où tous suivent avec beaucoup d'intérêt... la lutte de ligne au sein du parti communiste maoïste. C'est le cas au Népal. Le PCNm y est majoritaire depuis avril. L'avenir du pays dépend de sa ligne politique, il concentre les espoirs des travailleurs, et il suscite la vigilance inquiète des puissances impérialistes.

LUTTE DE LIGNE AU SEIN DU PARTI

Au cours de ce mois de novembre 2008, le PCNm a réuni son Comité Central, puis une Conférence nationale des cadres (environ 1500 personnes). Un congrès est prévu pour juin 2009 (5 à 6000 militants). Les débats sont vifs, et ouverts. Selon leur habitude, c'est-à-dire conformément à leur politique communiste maoïste, nos camarades népalais informent et consultent les travailleurs, car ils savent que là est leur force. Et les travailleurs se passionnent pour les choix politiques du parti, parce qu'ils savent que là se joue leur avenir.

QUEL EST LE CONTENU DU DÉBAT ? Des plus classiques ! Après dix ans de guerre populaire, de 1996 à 2006, et deux années de lutte politique intense, la royauté a été abolie. Le PCNm s'est révélé nettement majoritaire aux élections à l'Assemblée Constituante avec 40% des voix, contre 20% au parti de gauche UML, et 20% au parti de droite, le Congrès Népalais. Faut-il maintenant consolider cette victoire, mener la lutte politique essentiellement par en-haut, rester prudents face au danger impérialiste ? C'est dans ce sens qu'allait le texte présenté au Comité Central par Prachanda, ancien secrétaire du parti et maintenant premier ministre. Ou faut-il se servir de cette victoire comme tremplin pour aller de l'avant, s'appuyer encore et surtout sur la mobilisation des travailleurs («par en-bas»), et proposer la création d'un front uni pour la révolution mondiale ? C'est dans ce sens qu'allait le texte proposé par Kiran. Le Comité Central n'a pas dégagé de majorité claire.

Une politique réformiste mènerait à un Népal développé mais capitaliste, tandis

que la voie révolutionnaire donnera tout le pouvoir aux travailleurs et posera au monde entier la question du socialisme. Même si la révolution au Népal en est encore à l'étape démocratique et nationale, la question de sa direction, c'est déjà : bourgeoisie ou prolétariat.

BEAUCOUP DE CHOIX POLITIQUES SONT IMMÉDIATEMENT EN JEU : la réforme agraire, l'extension ou pas des communes populaires existantes, le développement économique, la place faite aux capitalistes nationaux et étrangers, la mobilisation ou pas, et sur quelles tâches, des travailleurs des villes, l'alliance avec l'UML, la nature du futur Etat et de la future armée (coexistent actuellement une armée rouge et une armée nationale), la politique internationale, etc.

Une chose est sûre : le PCNm est un parti vivant, démocratique, loin du modèle stalinien d'un parti monolithique et verrouillé. Mais le débat y est organisé, il a pour but l'unité, une unité d'action politique (pas de fractions !). La situation est complexe, avec un point de vue maoïste modéré qui semble dominer au gouvernement, un point de vue maoïste plus radical qui semble majoritaire à la base (lire page suivante). Les tâches sont complexes : il faut à la fois, comme disaient les communistes maoïstes chinois, «faire la révolution et développer la production». Une autre chose est sûre : nous suivrons avec beaucoup d'intérêt les résultats des débats de la Conférence nationale des cadres, et ceux du congrès du PCNm début 2009 ! **MC**

Nos articles précédents : Débats au sein du PCNm (n° 221) ; La révolution népalaise, obstacles et perspectives ; Quelques leçons de la révolution chinoise (n° 220). A consulter également : nouveaupepa.love-blog.com. Lire sur ce site : «Le débat dans le parti : réforme ou révolution», par Sanam, octobre 2008



Népal

**MAINTIEN DE L'ORDRE
OU REFORME AGRAIRE ?**

Le PCNm est à la tête d'un gouvernement de coalition où sont représentés aussi l'UML, union marxiste-léniniste, parti réformiste et démocratique contrairement à ce que suggère son nom, et le MJF, madhési janaadhikar forum. En juillet, des paysans victimes d'inondations envahissent des terres abandonnées, y construisent des cabanes de fortune. Alerté par le propriétaire foncier, le ministre de l'Intérieur, UML, envoie les forces de l'ordre expulser les paysans. Alerté lui aussi, Yadav, ministre PCNm de la Réforme agraire, contacte son collègue de l'Intérieur pour lui dire son désaccord, rétablit les paysans, avec l'aide de l'armée, sur leurs nouvelles terres et les aide à reconstruire de nouvelles cabanes. Il est alors désavoué par le Conseil des ministres et critiqué par le Bureau politique du PCNm. Il remet sa démission de ministre. Et il devient un héros aux yeux des paysans et des travailleurs.

La critique du Bureau politique portait sur la forme, il était reproché à Yadav d'avoir agi seul sans poser le problème plus largement dans le parti. Mais le problème de l'orientation du gouvernement est maintenant largement posé, au-delà même des rangs du parti !

Interview

Extraits de l'interview de Yadav, *Telegraph Nepal*, 4 octobre 2008

**L'Etat est toujours
aux mains des féodaux**

NE PENSEZ-VOUS PAS, MR YADAV, QU'IL ÉTAIT IMMORAL POUR UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT DE S'EMPARER DE PROPRIÉTÉS PRIVÉES À

MIRCHAIYA ? **Yadav** : Certainement pas. Je suis devenu ministre pour servir le peuple. J'ai donc réquisitionné les terres d'éléments féodaux et je les ai distribuées à des citoyens pauvres et sans terre du Népal. Mais dans ce pays, les ministres sont des gens qui, au nom du peuple, volent ouvertement le peuple pauvre. C'est pourquoi j'ai pensé que je n'étais pas fait pour le poste, et j'ai démissionné pour des raisons morales (...). Pour votre information, les terres réquisitionnées n'appartiennent pas aux pauvres concernés. Elles appartiennent à Shanti Singh qui est la sœur de l'ex-roi Gyanendra (...). Ce que je fais, c'est simplement servir les droits du peuple. Voilà, la lutte continue.

MAIS VOTRE ACTION N'A-T-ELLE PAS ÉTÉ DÉCLARÉE ILLÉGALE MÊME PAR VOTRE PROPRE PARTI ? (...) Je pensais que, à son retour d'un voyage en Inde, le premier ministre Dahal approuverait mes actions... Mais il a semblé se soucier de la longévité du gouvernement. Et il m'a demandé de présenter des excuses. J'ai eu le sentiment que, pour qu'il puisse diriger plus facilement le gouvernement, je devais démissionner. C'est ce que j'ai fait.

Y A-T-IL UNE POSSIBILITÉ QUE VOUS SOYEZ SANCTIONNÉ PAR VOTRE PARTI ? Notre parti ne ressemble pas au Congrès Népalais... Si Girija n'aime pas tel ou telle, il ou elle sera viré de l'appareil du parti. Le PCNm n'est pas, comme ça, la propriété privée d'un seul. Je ne pense pas que quelqu'un dans le parti ose me sanctionner. Même si je suis sanctionné, je continuerai ma lutte dans le parti lui-même. Je dénoncerai les agents des éléments féodaux et des propriétaires fonciers dans le parti.

(...) **POURQUOI AVEZ-VOUS PENSÉ QU'IL ÉTAIT ACTUELLEMENT NÉCESSAIRE DE RÉQUISITIONNER LA TERRE DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET DES ÉLÉMENTS FÉODAUX ?**

Nous avons déjà aboli la monarchie féodale dans le pays, mais les éléments féodaux existent toujours. Notre révolution doit donc continuer d'une manière ou d'une autre. L'Etat est toujours aux mains des éléments féodaux. Le gouvernement semble être sous direction communiste, mais l'UML et le Madhesi Janaadhikar Forum ne sont rien d'autre que des agents des propriétaires fonciers et des éléments féodaux. Ils servent les forces féodales. L'incident de Mirchaiya a montré clairement qu'ils n'étaient pas du côté des pauvres. Ainsi, j'ai été amené à dire que si les occupations des paysans sans terre étaient expulsées de Mirchaiya

par la force, ce serait le commencement de la deuxième révolution (la guerre populaire). Il ne faut se faire aucune illusion à ce sujet.

Rwanda

Extrait d'un communiqué de *Survie*

**BRISER LE SILENCE
SUR LE GENOCIDE**

Pour avoir aspergé, le 28 novembre 2007, Hubert Védrine d'un liquide rouge, rappelant symboliquement la responsabilité qui était la sienne, comme secrétaire général de l'Elysée, en 1994, des militants du groupe *Genocide made in France* ont été poursuivis devant la 24e chambre du Tribunal correctionnel de Paris.

L'audience du 5 novembre n'a pas permis de désigner l'auteur de ce geste mais une peine de quatre à six mois de prison avec sursis, assortie d'une forte amende, a été cependant requise contre une militante. Le tribunal s'est refusé à examiner les motifs de la manifestation et les griefs allégués à l'encontre de Hubert Védrine, qui les a repoussés dédaigneusement.

Le 7 novembre, la 17e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris a relaxé Pierre Péan, poursuivi pour incitation à la haine raciale par SOS-Racisme et par Ibuka, association de rescapés du génocide, qui mettaient en cause plusieurs passages scandaleux de son livre *Noires fureurs, Blancs menteurs*. Lors du procès, qui s'est déroulé du 25 au 25 septembre, Hubert Védrine et Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération ont déposé en faveur de Péan et de ses thèses, qui visent à nier l'implication française et à renvoyer dos à dos les génocidaires et leurs victimes. Pour le parquet le délit était bien constitué et une condamnation avait été requise.

Le 9 novembre, Rose Kabuye, ex-officier du Front Patriotique Rwandais, actuellement chargée du protocole à la présidence du Rwanda, l'une des neuf Rwandais visés par

le juge Bruguière dans son instruction sur l'attentat du 6 avril 1994 ayant détruit l'avion du président Habyarimana lors de son atterrissage à Kigali, et contre qui des mandats d'arrêts avaient été lancés, a été arrêtée en Allemagne à Francfort. Elle s'est dite prête à rencontrer les juges chargés de cette instruction, qui ont succédé au juge Bruguière.

Ajoutons à cela que le 4 novembre dix officiers supérieurs français ayant participé à l'opération militaire Turquoise au Rwanda en 1994 ont porté plainte à Paris pour «diffamation publique». Leurs noms figuraient dans la liste des 55 Français, 15 civils et 20 militaires, cités dans le rapport de la commission Mucyo sur l'implication de la France dans le génocide, rendu public au Rwanda le 5 août dernier. Les autorités rwandaises ont dit leur intention de lancer des mandats d'arrêt contre certaines de ces personnes et se préparer par ailleurs à publier les résultats de l'enquête rwandaise sur l'attentat.

Notre commentaire. L'impérialisme français nie toujours sa participation dans le génocide du Rwanda en 1994. Droite et gauche sont complices et d'accord sur ce point. Le principal témoin* du juge Bruguière vient de se rétracter et avoue que son témoignage a été fabriqué par de hauts fonctionnaires français. Rose Kabuye peut témoigner en France sans être incarcérée. Les manifestations populaires au Rwanda ont payé. Nous devons nous appuyer sur les apports de la commission Mucyo afin que les complices français connus de ce génocide soient dénoncés et jugés. **Valentin**

* Pour plus d'infos et lire les confessions de l'ex-accusateur, voir le site : lanitwvande.com

Somalie

**UNE JEUNE
FILLE DE
TREIZE ANS
LAPIDÉE**

Une jeune fille de 15 ans, Aisha Ibrahim Duhulow, a été mise à mort lundi 27 octobre 2008 par un groupe de 50 hommes qui l'ont lapidée dans un stade de la ville portuaire de Kismaayo, dans le sud du pays, devant un millier de spectateurs. Elle était accusée d'adultère en violation de la charia (loi islamique). En vérité, d'après son père, elle avait été violée par trois hommes. Ensuite, elle avait tenté de dénoncer ce viol à la milice al Shabab qui contrôle Kismaayo, raison pour laquelle elle aurait été accusée d'adultère et placée en détention. Aucun des hommes qu'elle a accusés de viol n'a été inquiété. Elle a été placée en détention. Selon certaines informations, durant cette période, elle était profondément bouleversée, certains affirmant qu'elle était devenue mentalement instable. Un camion de pierres a été amené au stade afin de servir à la lapidation. D'après les nombreux récits de témoins oculaires au cours de la lapidation, des infirmières ont reçu l'ordre de vérifier si Aisha Ibrahim Duhulow était toujours en vie lors même qu'elle était à moitié enterrée dans le sol. Elles l'ont sortie du trou où elle

avait été enterrée et ont déclaré qu'elle était encore en vie. Elle y a ensuite été remise pour que la lapidation puisse se poursuivre. Radio Shabelle a diffusé les propos d'un homme se faisant appeler Sheikh Hayakalah : «C'est elle qui est venue témoigner et elle a officiellement admis sa culpabilité, tout en ajoutant qu'elle était contente du châtiment prévu par la loi islamique.» Venant contredire cette version, plusieurs témoins oculaires ont déclaré qu'elle se débattait pour échapper à ses gardiens et avait dû être conduite de force dans le stade. À l'intérieur du stade, certaines personnes venues assister à la lapidation ont tenté de sauver la vie d'Aisha Ibrahim Duhulow ; des membres de la milice ont alors ouvert le feu et abattu un garçon qui se trouvait là.

Les milices islamistes réactionnaires, qui luttent contre l'impérialisme, ne sont pas au service du peuple et encore moins des femmes. Le peuple somalien doit reconstruire son parti communiste afin de sortir du faux choix entre impérialisme et milices islamiques.

Valentin

D'après d'Amnesty International

Un syndicaliste sénégalais a répondu à nos questions par courrier. « Il est évident, dit-il, que les conséquences de la crise vont aggraver le sort des peuples des pays en voie de développement ».

Afrique

Interview

La crise s'approfondit

QUEL EST L'IMPACT DE LA CRISE SUR LE FRANC CFA ? Le CFA est arrivé mécaniquement à l'Euro. Toute tempête qui touche ce dernier a une incidence directe sur le CFA. D'autre part, malgré la frilosité des banques d'ici, qui sont toutes loin des subprimes, ce sont pour l'essentiel des filiales des banques européennes. Au Sénégal, les deux banques les plus importantes au niveau des flux financiers sont des succursales de la Société Générale (la SGBS) et de la BNP (la BICIS). Il reste vrai que la banque centrale dans l'espace UEMOA est la BCEAO, qui reste la seule banque à définir les taux directeurs. Mais du fait de l'arrimage du CFA à l'Euro, quelle est la marge de manœuvre de cette dernière ? L'indépendance économique dans ces conditions est au fond un leurre.

QUELLES CONSÉQUENCES SUR L'AGRICULTURE ET SUR LA PAYSANNERIE ? Le coût des matières premières va chuter pour une période importante selon moi, et cela amènera beaucoup de paysans dans des situations difficiles. Cette année, avec une bonne

pluviométrie au Sénégal, de bonnes récoltes sont attendues sur l'arachide. Mais le prix au producteur est faible, du fait que l'Etat dont la dette intérieure tourne autour de 400 milliards, qu'il a du mal à rassembler, ne peut subventionner à la hausse, mais aussi parce que la SONACOS (huilerie) privatisée n'est pas capable d'acheter la production, car elle dépend elle aussi de crédits bancaires. La situation floue de l'économie crée des réflexes de prudence - les cours de l'huile des tourteaux, avec la récession. Les producteurs, à travers leurs conseils CNR, réclament un prix qui favoriserait la motivation des paysans. Si le prix est bas, les paysans auront tendance à vendre leurs produits dans les marchés parallèles (les «loumas») qui ne peuvent pas totalement absorber la production. Et le gouvernement a des problèmes pour fixer un prix intéressant. C'est-à-dire que la crise financière, la récession mondiale, va passer par là.

COMMENT ÉVOLUE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ? On peut dire d'emblée que l'aide publique au développement, qui n'atteint pas encore 0,7% du PIB des pays du

Nord, va baisser davantage, hypothéquant certains projets. Car nos pays, complètement extravertis, dépendent dans leur budget de cette aide.

Quant aux IDE (investissements directs à l'étranger), un seul exemple montre que la tendance sera aussi à la baisse. Dans la région de l'Est du Sénégal, à Tamba, riche en fer, Arcelor/Mittal avait signé avec l'Etat une convention pour l'exploitation de ce fer. Des investissements de 1000 milliards étaient annoncés pour une période que je ne maîtrise pas. Mais aujourd'hui, ils ont mis la pédale douce, situation internationale et cours du fer incertain obligent.

QUEL EST LE VÉCU DE LA POPULATION ? Globalement, cette crise va davantage paupériser les masses populaires des villes et des campagnes. Avec la crise alimentaire, elles ont déjà vu les prix des denrées de première nécessité connaître des hausses vertigineuses. Le riz, denrée de base de l'alimentation sénégalaise, a connu une hausse de 80% (de 12000, le sac de 50 kg est passé à 19000 environ, soit 30 euros). L'électricité a connu une hausse de 17%. Les prix des transports sont

sans cesse réajustés. Bref, la pauvreté est en train de gagner les classes moyennes. La santé publique régresse du fait que les hôpitaux ne fonctionnent plus, faute de moyens. L'Etat ne met pas en place les subventions à temps. Et celui qui n'est pas capable d'acheter le nécessaire ne peut plus se soigner. C'est-à-dire que sur ce plan, les gens souffrent.

Au niveau de l'éducation, c'est la même chose. Aujourd'hui les nouveaux bacheliers risquent d'avoir des problèmes d'accès à l'Université, qui a des sureffectifs. Ainsi, les parents sont obligés de recourir au privé.

ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS, EAU, ÉLECTRICITÉ ? Avec l'impact des cours du pétrole, la SENELEC achète pour 18 milliards de combustible, et au comptant, alors que son chiffre d'affaires encaissable par mois est de 16 milliards. Ceci génère un trou que l'Etat doit combler, un Etat en banqueroute du fait d'une très mauvaise gestion classique : vol, corruption, gaspillage... Et c'est le système bancaire qui est sollicité, alors que ce dernier est très frileux, conjoncture mondiale oblige.

Il y a quelques jours, des émeutes ont eu

lieu à Dakar du fait des délestages par la SENELEC. Celle-ci, par manque de combustible, ne peut pas faire tourner ses machines. D'autre part, suite à une augmentation du tarif, elle avait fait une double facturation, prenant déjà en compte la majoration. Les clients, désabusés par la mauvaise qualité du service, et aussi par une hausse du prix de l'électricité, ont envahi la rue, cassant des véhicules des agents de la société d'électricité. Ce n'est que suite à ces émeutes que le gouvernement a dégagé une somme de 20 milliards afin d'acheter du combustible pour que la situation de distribution se normalise, mais cela n'est que conjoncturel.

Sans être exhaustif, je peux dire que la situation ne sera pas rose.

Correspondant, Dakar, 25/10/08

BCEAO : banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
BICIS : banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal ; CFA : communauté financière africaine ; 656 francs CFA = 1 euro ; SENELEC : société nationale d'électricité ; SGBS : société générale de banques au Sénégal ; SONACOS : société nationale de commercialisation de semences ; UEMOA : union économique et monétaire ouest-africaine

Co-développement égale co-répression

Le 25 novembre s'est tenue à Paris une réunion des 27 pays européens et de 27 pays africains. La première du genre avait eu lieu en juillet 2006 à Rabat au Maroc. Dans le cadre de «la maîtrise concertée des flux migratoires», les Etats européens proposent un marché aux pays africains.

Ces derniers contrôlent et répriment les travailleurs qui veulent sortir de leurs pays respectifs. L'émigration devient illégale. Ainsi le gouvernement algérien a promulgué une loi punissant de six mois ferme de prison toute personne qui sort illégalement du pays. Le Maroc, le Sénégal, la Tunisie ont aussi mis en place des mesures pénalisantes. Ils acceptent le rapatriement de ceux que les Etats européens ne veulent pas et expulsent. La «directive retour» votée le 18 juin permet aux Etats membres d'emprisonner les sans-papiers pour une durée de six mois maximum, dans un premier temps. Cet emprisonnement pouvant être prolongé de douze mois supplémentaires, si par exemple le pays d'origine de la personne ne coopère pas et refuse d'accepter de donner un laissez-passer consulaire nécessaire à l'expulsion. Cette «directive de la honte» (qualifiée ainsi par Evo Morales, président équatorien) permet de déporter les immigrés vers des pays qui

ne sont pas leur pays d'origine, d'expulser les mères de famille et les mineurs non accompagnés.

Ils immobilisent et renvoient dans leurs pays ceux qui traversent leur territoire ; Ainsi le Maroc et la Libye, qui constituent de par leur situation géographique des zones de transit, ont constitué avec l'aide de l'Union Européenne, des camps d'enfermement des migrants subsahariens.

LA POLITIQUE DU «DONNANT-DONNANT». Et en contrepartie, les Etats signataires reçoivent des aides financières de l'Union Européenne et la permission de migration légale pour des travailleurs hautement qualifiés. Par exemple, le Bénin et le Congo-Brazzaville ont obtenu chacun 150 cartes de séjour «compétences et talents» par an. Mais la plupart du temps l'UE n'accorde que des cartes de séjour temporaires pour des métiers où le patronat manque de main-d'œuvre. C'est ça, «l'immigration choisie». Le Sénégal, le Gabon, le Congo-Brazzaville, le Bénin, la Tunisie, l'Ile Maurice, le Maroc, l'Algérie et tout récemment le Cap Vert ont signé.

En incluant cyniquement dans ces accords, des programmes dans les domaines de l'éducation, la santé, la culture, la recherche scientifique, le développement rural, l'environnement, l'agriculture... Hortefeux et les ministres européens s'assurent la signature des gouvernements africains.

Voyons l'exemple du Cap Vert. Il a

signé un accord le lundi 24 novembre avec la France. En échange de la «réadmission» des sans-papiers capverdais, du renforcement de la surveillance aux frontières et de la lutte contre les faux papiers, le ministre capverdien a obtenu des visas long séjour sur une liste de quarante métiers. Des aides financières pour ceux qui accepteront de revenir au pays. Un million d'euros sont prévus sur trois ans. L'enjeu pour l'Etat du Cap Vert est résumé par la déclaration de son ministre : réussir «sa transition en instaurant un climat qui favorise les investissements.»

Et l'exemple du Maroc. Entre le mois d'août et octobre 2005, plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées par des policiers marocains à Ceuta et Melilla. Les jours suivants, des centaines de personnes ont été rattrapées et déportées, soit vers leurs pays, soit vers la frontière sud du Maroc. En échange de la répression de ces migrants, l'UE a promis au gouvernement d'être son partenaire privilégié au Maghreb et d'implanter des entreprises hautement compétitives en plus d'aides financières pour le développement économique du pays.

Ces accords de «co-développement» ou «développement solidaire» ne sont en fait qu'un argument de vente fallacieux dont se sert la France et les autres pays de l'UE pour, d'une part, sous-traiter le contrôle des frontières et limiter l'immigration ; d'autre part, pour développer leur puis-

AU MALI COMME EN FRANCE RESISTANCE A HORTEFEUX

Fortes mobilisations au Mali contre le gouvernement français et sa politique de «gestion concertée des flux migratoires». A Paris aussi, des rassemblements de Maliens ont eu lieu devant leur ambassade. Cette mobilisation paye, car le gouvernement malien résiste à la pression de Hortefeux : «Les Français veulent nous faire faire la police à leur place.» Paris a beau faire miroiter un

sance économique et leur impérialisme au détriment des travailleurs des pays africains et autres, qui sont traités comme de vulgaires marchandises sans droits et à la merci du patronat. En 2000, lorsqu'il présidait la Commission Européenne, Romano Prodi avait résumé ainsi cette politique utilitariste : les immigrés doivent être «choisis, contrôlés et placés au bon endroit».

Face à cette politique de la bourgeoisie européenne, agressive, cynique, et qui impose ses intérêts aux autres pays, il faut construire une mobilisation commune des révolutionnaires des pays d'émigration et des pays d'accueil, et se battre pour la liberté de circulation.

- REGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS !
- LIBERTE DE CIRCULATION !

quota de cartes de travail et de régularisations de sans-papiers, ça ne marche pas.

Le Mali n'a pas signé les accords de «co-développement» qui lui imposent de reprendre les Africains qui ont transité sur son sol ; d'augmenter le rapatriement des sans-papiers expulsés par la France. En effet, actuellement, le consulat du Mali ne donne des «laisser-passer» que pour un tiers seulement des demandes de reconduites à la frontière faites par le gouvernement français. Paris veut doubler cette proportion jusqu'à atteindre 60%. Ces reconduites à la frontière sont vécues comme des humiliations tant par les sans-papiers que par leurs familles restées au Mali ou leur entourage. La population est tellement exacerbée par cette question que cela est un enjeu électoral de taille pour les dirigeants du Mali. L'actuel président Amadou Toumani le sait. En outre, il ne peut se priver de la «contribution» que ces émigrés représentent pour le développement économique du Mali.

La communauté malienne en France compte 120 000 personnes dont deux tiers sont sans papiers. Quatre millions de Maliens, soit un tiers de la population du Mali, sont expatriés. Trois millions et demi en Afrique, et 500 000 à travers le monde. Ces expatriés apportent 180 millions d'euros chaque année dans l'économie malienne. Sans compter l'argent qui arrive par les circuits non officiels.

Pour l'instant le gouvernement français, en guise de rétorsion, délivre très peu de visas aux Maliens.

Alexandra

LE MEETING DU 29 NOVEMBRE

Une introduction de JP Delannoy, de la métallurgie Nord Pas de Calais, faisait le tour de la situation de la lutte des classes en France, de l'attentisme de la direction confédérale, de la nécessité d'une plateforme revendicative claire construite à la base pour mobiliser les travailleurs, une critique incisive du syndicalisme « rassemblé » qui n'est qu'une « stratégie de l'échec » et d'accompagnement. Il soulignait l'importance de la lutte des sans-papiers, et insistait sur **les tentatives de la direction confédérale de criminaliser les opposants**, qu'il s'agisse des camarades de Dalkia trainés au tribunal, et maintenant au pénal, ou des camarades de l'UL de Douai. Reprenant l'appel initial et les perspectives de constituer un collectif national basé sur des représentants régionaux, il (auto-)critiquait d'emblée la formule que beaucoup avaient relevé (dont nous-mêmes) sur la CGT qui se serait faite « piéger » autour de l'accord sur la représentativité. Il affirmait au contraire que c'était un choix bien clair, correspondant à une stratégie d'accompagnement. Pour conclure sur l'appel, courant 2009, à un nouveau meeting national de ce type.

Ensuite, plusieurs interventions complétaient le tableau, rappelant les conflits avec la CGT de collaboration de classe, du syndicat du Livre, d'un camarade de la Cegelec expliquant comment la confédération veut liquider cette dernière Union syndicale nationale qui maintient des positions de classe fermes, d'un camarade de Ford Bordeaux expliquant la lutte des travailleurs de l'entreprise pour l'emploi.

L'AUTOMOBILE. Deux autres interventions marquaient la discussion. **D'abord, celle, remarquable, des camarades CGT sans-papiers de Viry-Chatillon** (groupe Fayat) qui se battent en collectif depuis six mois, sans se soumettre à la direction des experts ou des syndicalistes, et qui viennent d'obtenir 20 régularisations sur 31 et qui poursuivent le combat. Cette intervention situait de manière très juste et précise la relation avec les structures de la CGT, la politique de la confédération et en quoi il n'y avait quand même pas de quoi se gargariser de 1000 régularisations sur 400 000 sans-papiers ! Une critique incisive de l'application « apaisée et harmonieuse » de la circulaire Hortefoux était en particulier très bien venue. Cette intervention vraiment très avancée suscitait l'enthousiasme de l'assemblée, et dans le (court) débat qui a suivi, deux autres camarades insistaient lourdement sur ce combat. Un des lecteurs de notre blog soulignait l'importance des grèves de sans-papiers, de l'auto-organisation et du fait que **l'on sous-estime toujours le fait que le conflit se développait dans l'intérim**, du jamais vu depuis des années ! Ce lecteur rappelait d'ailleurs justement l'occupation de la Bourse du travail par les sans-papiers de la CSP75, en réaction à l'appropriation par l'appareil de la CGT de la lutte des sans-papiers réduits à des spectateurs de leur propre lutte, de leur propre vie en fait.

LES SANS-PAPIERS. Une deuxième intervention marquait l'assemblée, celle d'un camarade de Renault Cléon expliquant précisément les conditions du chômage technique actuel dans l'industrie automobile et secteurs associés (chimie et verre par exemple). On sait peu, voire pas du tout, que le chômage technique actuel se fait le plus souvent par prise obligatoire de congés, y compris par anticipation de 2009, y compris pas encore acquis. On sait peu, voire pas du tout, que ce chômage peut se prendre sur le compte épargne temps accumulé avec les RTT non pris, mais y compris de manière anticipée avec un compteur **néгатif**, et y compris pour un nombre de jours stupéfiants, de **plusieurs dizaines de jours**. On sait peu, voire pas du tout, que ce chômage technique va peser pendant des années, que les directions vont pouvoir imposer des semaines à 6 jours quand elles le voudront pour récupérer, et y compris **reculer les départs à la retraite** si le compteur n'est pas revenu à zéro ! On voit jusqu'où est capable d'aller la flexibilité du capital dans notre exploitation... Une raison de plus pour organiser la riposte de classe, dont

on attend toujours le début de commencement de la part de la Confédération... Est-ce cela la Sécurité Sociale Professionnelle chère à la CGT ?

QUE DIRE DE CE MEETING ? Qu'après les Forums du syndicalisme de classe et de masse, il marque une nouvelle étape, une nouvelle tentative de regrouper des opposants à la CFDTisation de la CGT, et qu'en cela c'est positif. Que nous nous interrogeons toujours pour comprendre pourquoi les camarades proches de la LCR et du NPA, nombreux dans l'assemblée, n'ont pas participé plus tôt aux initiatives passées, sinon que le contenu était peut-être un peu « trop » radical pour eux ?

En complément à l'intervention faite par un camarade du blog Ouvalacgt dans l'assemblée, on peut retenir trois grandes séries de questions sorties du meeting :

QUELLE EST LA NATURE DE LA CRITIQUE QUE NOUS FAISONS À LA DIRECTION CONFÉDÉRALE DE LA CGT ? Serait-ce une absence de stratégie ? Du fait que la direction « n'aurait plus les pieds sur terre » ? Qu'elle serait dans une « logique suicidaire » ? C'est la tonalité générale que l'on pouvait entendre. Or, ce n'est pas ce que nous pensons. Nous affirmons au contraire que la direction confédérale sait parfaitement ce qu'elle fait, qu'elle est totalement insérée dans l'ensemble des rouages institutionnels du capitalisme, et qu'il n'y a absolument rien à en attendre, comme nous n'attendons rien de Sarkozy. Il y a beaucoup d'hésitations à ce propos, car si l'intervention du camarade du blog a été acclamée quand il a dénoncé les 500 euros de la honte de l'URIF-CGT, « bons pour l'économie. C'est bien le signe que cette intégration au capitalisme est bien comprise. Et pourtant, on n'ose pas franchir le pas, appeler un chat un chat et un dirigeant syndical un bourgeois...

L'ENJEU AUJOURD'HUI SE CONCENTRE-T-IL SUR LA COORDINATION DES LUTTES ET LE « TOUS ENSEMBLE » ? C'était également la tonalité générale dans la salle. Or, nous disons, et l'avons dit, que les choses ne sont pas si simples. Que si nous savons un peu contre qui nous nous battons (Sarkozy, le Medef et le Capital), nous savons fort mal comment, sur quelles revendications, avec quels alliés. L'intervention du camarade du blog insistait sur ce volet et la nécessité impérieuse d'ouvrir des espaces de débat sur le fond, pour nous unifier face aux attaques du capital.

COMMENT S'ÉLABORENT LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES, ET QUELLE EST LEUR PLACE DANS LA LUTTE ? Il y a l'illusion fort répandue qu'il suffit de reprendre les aspirations ouvrières, d'en faire des mots d'ordre, et que la lutte avancera, que l'on construira ainsi le syndicalisme de classe. C'est tout simplement oublier que le mouvement ouvrier n'est pas vierge, qu'il est baigné depuis toujours dans une société capitaliste qui façonne les esprits, manipulé depuis des décennies par des réformistes qui l'entraînent vers des impasses. Sans rentrer dans les détails, c'est le cas de toutes les revendications qui s'appuient sur un renforcement du rôle de l'Etat (par exemple les nationalisations), en oubliant que l'Etat est le quartier général de nos ennemis ! Ce que nous disons c'est que le critère décisif pour apprécier l'état du mouvement ouvrier n'est pas la lutte, la lutte, mais son degré de conscience et d'organisation, sur le chemin de sa libération... Et cela n'est pas forcément partagé, ni même compris par beaucoup des présents...

Alors, quel bilan général de ce meeting ? Tout va dépendre de la suite qui va y être donné, de comment ce nouveau regroupement va permettre ou pas de renforcer une véritable unité de classe. Après l'échec du Forum précédent, les camarades qui animent ce blog restent pour l'instant prudemment sur le côté, sans se désintéresser de l'initiative, au contraire. Mais, comme on dit, chat échaudé craint l'eau froide ! Nous participerons à toutes les initiatives locales, chaque fois que nous le pourrons, et par exemple lors de la manifestation pour l'emploi à Bordeaux le 20 décembre.

En bref...

AUTOCRITIQUE

Dans notre numéro de novembre (le 222), une brève en dernière page est intitulée « Ouvriers terroristes », sans point d'interrogation et sans guillemets. Comme si on était d'accord avec la bourgeoisie... Nous espérons que vous aviez compris...

AUTOCRITIQUE 2

Dans le même n° de novembre, l'article « Loin de l'Afghanistan » affirme : « *A l'usine PSA d'Aulnay, les intégristes ont réagi (au tract de VP-Partisan) en protestant que nous n'avons pas à critiquer des musulmans (les Talibans)* ». C'est le mot « intégristes » qui n'est pas juste, il aurait fallu dire, et encore..., « travailleurs musulmans ». Notre plate-forme politique (au n° 541), explique que le chauvinisme des ouvriers français a développé « en retour le repli et le nationalisme de certains immigrés ».

GARDER NOS MARGES !

Un porte-parole du groupe électronique néerlandais Philips a annoncé la suppression d'environ 5% des 32 000 postes de sa division médicale, soit quelque 1 600 emplois. « *Nous voulons prendre des mesures qui nous permettront, même dans une période où l'économie est moins forte, de garder nos marges de profit à niveau et de même les améliorer là où c'est possible* ». Notre réponse : Même dans une période où votre capitalisme est dans la merde, nous voulons garder nos salaires et nos emplois, et même les améliorer là où c'est possible !

CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN AUX INCULPÉS DE TARNAC

Neuf jeunes du village de Tarnac (Corrèze), dont deux sont toujours en prison, sont accusés d'être des terroristes, d'avoir arraché des caténaires de trains. Les explications de Mme Alliot-Marie, la ministre de l'Intérieur, sont à noter. « *L'anticipation est essentielle dans la lutte contre le crime en général et le terrorisme en particulier* ». Comme disait Bush : une guerre préventive ! Contre du terrorisme, vraiment ? Ces jeunes, dit-elle en guise de preuves, ont « *des discours très radicaux* », « *des liens avec des groupes étrangers* », et participent « *de façon régulière à des manifestations politiques* », comme « *les cortèges contre le fichier Edvige* » !

Le 17 novembre 2008, environ 150 personnes ont participé à la première réunion d'un comité de soutien. Ce comité, qui rassemble des gens de tout le Plateau de Millevaches, a comme but le soutien moral, juridique et financier des interpellés du 11 novembre. Un site internet est en chantier, et de l'argent est collecté pour les incarcérés et leurs avocats.

COMITE DE SOUTIEN AUX INCULPÉS DE TARNAC
12 rue du Tilleul, 19170 Tarnac.
11novembre-soutien@gmx.com
Tél : 06 78 70 15 52

TOM THOMAS

« *Albatroz n'existe plus depuis deux ans* », nous écrit Tom Thomas. « *Pour mes livres, s'adresser à : La librairie Le Point du Jour 58 rue Gay-Lussac, Paris 5e Tél : 01 43 26 20 17 librairie-lpj@wanadoo.fr* »

ouvalacgt.over-blog.com



Partisan sur le net : www.vp-partisan.org

CONTACT → contact@vp-partisan.org

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Parution du numéro 225 vers le 22 janvier. Envoyez vos articles avant le 5 janvier